

LREM, radioscopie d'une (non ?) idéologie



4000 adhérents à En Marche, ainsi que des élus et ministres, participent au "Campus des territoires" organisé par le parti ce week-end à Avignon. L'objectif : "relancer la machine" avant le début de la campagne présidentielle. Et trouver une ligne forte idéologique, qu'on peine toujours à déceler ?

Avec Luc Rouban

Atlantico : Ce week-end à Avignon, la macronie se rassemble pour le "campus des territoires". La majorité présidentielle dispose-t-elle d'une idéologie claire au-delà de la volonté de faire réélire le président ? Comment définir ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas ?

Luc Rouban : On peut tout d'abord noter le fait que l'étiquette En Marche ! va disparaître pour une étiquette à la fois plus globale et plus accueillante de Majorité présidentielle. Dans ce changement de logo, on décèle la volonté très macronienne de rester à distance des enjeux partisans pour se refaire une santé gaullienne de rassemblement très large sans tenir compte de la droite ou de la gauche. Dans une certaine mesure, le macronisme des origines s'est même renforcé du rôle central que le président a pu jouer lors de la crise sanitaire. Sur le fond,

la disparition de LREM ou le fait que ses adhérents aient vu leur nombre passer de 400 000 en 2017 à 15 000 environ aujourd'hui n'ont pas grande importance car le principe même du macronisme est de se passer d'un appareil partisan et d'assurer un leadership fort qui puisse plaire au plus grand nombre. C'est d'ailleurs une bonne stratégie car la demande d'autorité est forte en France et il apparaît qu'Emmanuel Macron reste très largement en tête de toutes les intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle de 2022. On pourrait même dire qu'il écrase ses concurrents y compris Xavier Bertrand alors même que le centre de gravité de la vie politique française, du moins si on l'apprécie au regard des valeurs culturelles et notamment de la question de l'immigration et de l'islam, est clairement à droite.

C'est dans ce contexte qu'il faut donc étudier l'idéologie de cette majorité présidentielle qui ne se réduit pas à un catalogue de mesures (augmenter les aides des uns, réduire les impôts des autres, modifier telle loi, etc.) mais qui intègre à la fois un style d'action politique, qui se veut toujours très managérial et en harmonie avec la demande de libéralisme autoritaire de son électorat, et un projet philosophique qui est de renouer avec une valeur perdue de vue par la République à savoir le mérite individuel. Or celui-ci nourrit la cohésion sociale, qui s'est considérablement effilochée au fil du temps et qui est devenue le principal problème politique à traiter.

Les analyses que l'on a pu mener dans le cadre du Baromètre de la confiance politique du Cevipof montrent clairement que la confiance que l'on porte aux institutions, aux élus, aux mécanismes de la démocratie représentative ne dépend pas, contrairement à ce que l'on peut penser spontanément, de son niveau de vie, de son âge, de ses diplômes ou de ses convictions politiques mais essentiellement de l'adhésion ou non à l'équité des règles sociales. C'est bien le fait de penser que le système est méritocratique et qu'il sait récompenser l'effort qui conduit directement à lui faire confiance ou pas. C'est d'ailleurs tout l'objet d'un focus pour le Conseil d'analyse économique que l'on a signé avec Bruno Cautrès et qui doit être publié le 6 octobre. Or sans confiance, on verra la vie politique continuer à se déliter quelles que soient le contenu des politiques publiques au profit des radicalités, de l'abstentionnisme et de la violence.

En conséquence, le macronisme se distingue sur ce terrain de ses concurrents qui restent piégés dans une lecture au premier degré de la société française en essayant de modifier seulement l'équilibre entre libéralisme économique (moins pour LFI et les écologistes, incertitude pour le PS, plus pour LR, incertitude pour le RN et Zemmour) et libéralisme culturel (plus pour LFI, les écologistes et le PS, moins pour LR, beaucoup moins pour le RN et Zemmour). On peut penser que la crise des Gilets jaunes, inclassable selon les grilles de lecture habituelles car et de gauche et de droite, s'en prenant plus à l'État et aux syndicats qu'au patronat, n'a fait que renforcer le besoin d'une réflexion sur la société française et ses mécanismes de sélection et de promotion des élites. C'est en cela que le macronisme peut affirmer son identité face à des concurrents jouant le jeu un peu désuet du catalogue et de l'arrosage sans prendre en considération les ressorts profonds du jeu social. Ce qui ne veut évidemment pas dire que le macronisme réussira sur ce terrain même si des avancées non négligeables ont déjà été effectuées, par exemple en supprimant l'ENA et en affaiblissant les grands corps.

Après bientôt cinq ans au pouvoir, la majorité présidentielle a-t-elle évolué sur le plan des idées ? Pense-t-elle les mêmes choses qu'il y a cinq ans ?

Sur le terrain programmatique, le macronisme va sans doute s'éloigner de son équation des origines, à savoir plus de libéralisme économique et plus de libéralisme culturel. La société française a vécu le retour du tragique avec la crise sanitaire, qui nous a permis de voir que notre système de santé était loin d'être le meilleur du monde, mais aussi les attentats islamistes. La situation économique a changé également car l'avenir va dépendre de plus en plus de la capacité à mener une croissance respectueuse de l'environnement, ce qui appelle de grands programmes publics d'investissement autant pour favoriser la recherche appliquée que pour aider les Français à moins et mieux consommer. L'heure du libéralisme high-tech porté par les premiers Marcheurs vivant dans l'euphorie des start-up et des cabinets de communication est sans doute passée. L'analyse des résultats d'enquêtes montre que la question du pouvoir d'achat peut tout autant servir que desservir le libéralisme économique. La flambée des prix de l'énergie a suscité une intervention de l'État, qui s'est très rapidement concrétisée par un blocage des augmentations de tarifs. De la même façon, l'affaire des sous-marins, après bien d'autres affaires, montre que la souveraineté industrielle et militaire est un atout dans le cadre de la mondialisation car disposer de produits technologiques de qualité donne une force sur le terrain international qui redevient une jungle et où l'on renoue avec la géopolitique des siècles passés. Sur le terrain économique, le parti présidentiel va donc rester dans un entre-deux prudent d'autant plus que la crise sanitaire a montré les bienfaits d'un État-providence généreux même s'il reste mal géré. La vraie question reste de savoir quel sera le positionnement du macronisme à l'égard de l'immigration face à la montée des exaspérations de l'opinion et à sa méfiance très forte à l'égard de l'islam. Emmanuel Macron semble donner un coup de barre à droite en modifiant la politique des visas pour les pays du Maghreb. On peut donc penser que le macronisme va se caler davantage sur la droitisation culturelle afin de se rapprocher de l'équation dominante aujourd'hui dans l'opinion française qui associe faible libéralisme économique et faible libéralisme culturel.

Comme le rapporte Politico, Emmanuel Macron a réuni les chefs des futures composantes de la majorité comme Patrick Mignola, François Bayrou, Edouard Philippe et Barbara Pompili. Selon le média, Richard Ferrand pourrait prendre la main de la « future holding de la majorité ». La diversité des profils à rassembler est importante. Sur quelles fondations idéologiques peut être bâtie cette maison commune que souhaitent certains tout en ménageant les ambitions de chacun ?

Cette majorité sera sans doute de circonstances car, effectivement, on peut repérer parmi ces protagonistes de futurs candidats potentiels à la fonction présidentielle, notamment Édouard Philippe. On ne peut pas penser qu'un positionnement centriste classique, avec tout ce que cela suppose de libéralisme économique et sociétal, puisse suffire à cimenter un projet commun du long terme. En revanche, cette alliance suppose qu'elle défende un intérêt commun, celui d'être les représentants d'une action publique efficace mais aussi d'une lutte

contre le danger que représentent les radicalités. L'idée de l'efficacité est séduisante mais dangereuse car elle peut très bien conduire à renier la démocratie au profit de solutions apparemment simples et décisives, ce qui sert de fond de commerce aux populismes. Elle doit donc s'associer à une réflexion sur les mécanismes réels de l'action publique. La crise sanitaire a démontré que celle-ci était devenue trop complexe, prise dans les jeux de pouvoirs de multiples intervenants qui défendaient chacun leur zone de compétence. On peut donc penser qu'un élément fédérateur serait la recherche de la simplification par de nouvelles avancées de la décentralisation, d'ailleurs fortement demandées par les élus centristes ou les élus locaux qui sont souvent centristes par nécessité, par une démarche nouvelle concernant l'Europe car la crise des sous-marins a montré qu'il fallait désormais autant défendre les capacités nationales de décision que renforcer celles de l'Union européenne, par une remise à plat de toutes les dispositions concernant l'immigration et le respect des règles républicaines, car le fouillis juridique a créé des situations aussi invraisemblables et malheureuses pour les migrants que dangereuses pour l'ordre public, par la définition de programmes nationaux pour sauver l'environnement face au dérèglement climatique. L'autre intérêt est de se présenter comme l'union des gens raisonnables c'est-à-dire qui agissent en raison, sur la base de considérations sérieuses et de données scientifiques, et qui agissent de manière modérée sans tomber dans l'invective ou les plans utopiques de refondation complète de la société française comme si celle-ci vivait en autarcie sans aucun lien avec le monde extérieur. Mais il vrai que pour être efficace et lutter contre les radicalités, il faut connaître le terrain et ses pratiques réelles, que ce soit dans les collectivités locales ou les bureaux d'aide sociale. C'est là que les avatars du macronisme risquent d'échouer.